

Arrêté ministériel relatif à l'approbation de l'étude de zone concernant les zones de prévention rapprochée et éloignée de l'ouvrage de prise d'eau souterraine dénommé "Waimes-Champagne D1, code ouvrage 50/7/1/2" situé dans le sous-bassin hydrographique de l'Amblève sis sur le territoire de la commune de Waimes.

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Vu le Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, et notamment les articles R.279 et R.288 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 avril 2007 déterminant les zones prioritaires en zone d'assainissement autonome et la planification de l'étude de ces zones ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 juin 2003 relatif à l'établissement des zones de prévention rapprochée et éloignée de l'ouvrage de prise d'eau souterraine dénommé "Waimes-Champagne D1, code ouvrage 50/7/1/2", sis sur le territoire de la commune de Waimes ;

Vu le rapport final établi par l'Association Intercommunale pour le Démergement et l'Epuration des communes de la province de Liège (AIDE), organisme d'assainissement agréé, concernant l'étude zone relative aux zones de prévention rapprochée et éloignée de l'ouvrage de prise d'eau souterraine dénommé "Waimes-Champagne D1, code ouvrage 50/7/1/2" ;

Vu l'avis favorable du Collège communal de WAIMES rendu en date du 19 janvier 2009 sur le rapport d'étude de la zone prioritaire susvisée et ses conclusions ;

Vu l'avis de la Société Publique de Gestion de l'Eau rendu en date du 24 mars 2009 sur le rapport d'étude de la zone prioritaire susvisée et ses conclusions ;

Considérant que le Gouvernement a chargé la Société Publique de Gestion de l'Eau (S.P.G.E.) de l'élaboration de l'étude de zone conformément à l'article R.279, § 2, alinéa 3 du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau ;

Considérant que la SPGE a confié la réalisation de l'étude de zone relative aux zones de prévention rapprochée et éloignée des ouvrages de prise d'eau souterraine dénommés "Waimes-Champagne D1, code ouvrage 50/7/1/2" à l'Association Intercommunale pour le Démergement et l'Epuration des communes de la province de Liège (AIDE), organisme d'assainissement agréé concerné ;

Considérant que l'étude de zone a été établie conformément aux prescriptions définies à l'article R.279, § 2, alinéa 3 du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau et comprenant notamment un relevé de la situation existante, une analyse de la situation existante, les solutions préconisées à la suite de l'analyse effectuée et un rapport final reprenant la synthèse de l'ensemble des éléments décrits ci-dessus et la recommandation de délais pour la réalisation des équipements s'ils sont prescrits ;

Considérant que les zones de prévention éloignée et rapprochée sont situées dans le sous-bassin hydrographique de l'Amblève et sis sur le territoire de la commune de WAIMES ;

Considérant que l'épandage souterrain d'effluents domestiques, même après épuration est interdit en zone de prévention rapprochée en vertu de l'article R.166, § 1^{er} du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau ; que les déversements et transferts d'eaux usées ou épurées ne peuvent avoir lieu que par des égouts, des conduits d'évacuation ou des caniveaux étanches ;

Considérant que selon le rapport d'étude de la zone prioritaire, le régime d'assainissement autonome à la parcelle est confirmé ;

ARRETE

Article 1^{er}. L'étude de zone porte sur la zone située dans le sous-bassin hydrographique de l'AMBLEVE et concerne plus spécifiquement la zone prioritaire de type « zone de prévention de captage » concernant les zones de prévention rapprochée et éloignée de l'ouvrage de prise d'eau souterraine dénommé "Waimes-Champagne D1, code ouvrage 50/7/1/2" (code SWDE002).

Les résultats et conclusions de l'étude susvisée sont approuvés par le Ministre.

Art. 2. Outre les prescriptions minimales visées à l'article R.279, § 2 du Livre II Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, la présente étude de zone comprend :

- 1° les conclusions de l'étude de zone.

Cet élément est annexé au présent arrêté et est consultable au siège de l'organisme d'assainissement agréé et sur le site de la SPGE (<http://www.spge.be>), dans la rubrique « Etudes de zone ».

Art. 3. Les habitations considérées comme incidentes et maintenues en assainissement autonome sont équipées d'un système d'épuration individuelle pour le 30 juin 2014 au plus tard.

Les habitations déjà équipées d'un système d'épuration individuelle sont tenues de respecter les normes en vigueur.

Art. 4. Dans l'article 5 de l'arrêté ministériel du 3 juin 2003 relatif à l'établissement des zones de prévention rapprochée et éloignée de l'ouvrage de prise d'eau souterraine dénommé "Waimes-Champagne D1, code ouvrage 50/7/1/2", sis sur le territoire de la commune de Waimes, les mots « dans les quatre ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté. » sont remplacés par les mots « pour le 30 juin 2014. ».

Art. 5. L'administration est chargée de transmettre un exemplaire du présent arrêté :

- 1° à l'Association Intercommunale pour le Démergement et l'Epuration des communes de la province de Liège (AIDE);
- 2° à la Société publique de gestion de l'eau (SPGE) ;
- 3° à l'administration communale de WAIMES ;
- 4° au titulaire de la prise d'eau.

Conformément à l'article R.279 du Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau, l'organisme d'assainissement agréé concerné est chargé de notifier la décision du Ministre aux propriétaires des habitations concernées dans les trente jours de sa réception.

Art. 6. Un recours en annulation pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir, peut être porté devant le Conseil d'Etat contre la présente décision par toute partie justifiant d'une lésion ou d'un intérêt.

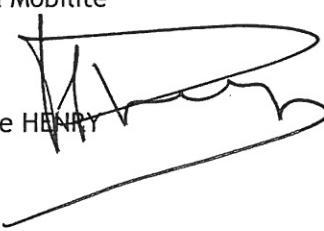
Le Conseil d'Etat section administration peut être saisi par requête écrite signée par l'intéressé ou par un avocat, et ce dans les 60 jours à dater de la notification ou de la publication de la présente décision.

Namur, le26...AVR...2012

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire
et de la Mobilité

SPW
DGARNE - DEE - DOF
Pour copie conforme
M. ROFIDAL
Assistante

Philippe HENRY



Annexe 1 : Conclusions de l'étude de zone.

L'étude des zones de prévention du captage de Waimes-Champagne D1 a permis de dégager une solution qui rencontre les objectifs de qualité de la zone prioritaire concernée.

La zone de prévention éloignée englobe en partie une rue du village de Gueuzaine, soit onze immeubles. La zone de prévention rapprochée n'inclut aucune habitation.

Les informations obtenues des propriétaires et de la commune et suite à l'application de la méthodologie de réalisation des études de zone ont permis de montrer que quatre immeubles sont incidents sur le captage de Waimes-Champagne D1. Les conclusions de l'étude proposent de maintenir ceux-ci en régime d'assainissement autonome.

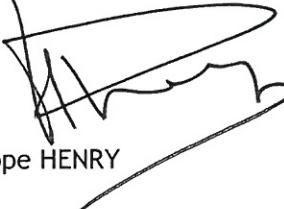
Ces habitations devront être équipées d'un système d'épuration individuelle agréé. Les effluents traités seront évacués conformément à la législation en vigueur.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel relatif à l'approbation de l'étude de zone dénommée « SWDE002 » et relative aux zones de prévention rapprochée et éloignée de l'ouvrage de prise d'eau souterraine dénommé "Waimes-Champagne D1, code ouvrage 50/7/1/2", - Sous-bassin hydrographique de l'Amblève et modifiant l'arrêté ministériel du 3 juin 2003 relatif à l'établissement des zones de prévention rapprochée et éloignée de l'ouvrage de prise d'eau souterraine dénommé "Waimes-Champagne D1, code ouvrage 50/7/1/2", sis sur le territoire de la commune de Waimes.

Namur, le26 AVR 2012

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire
et de la Mobilité

SPW
DGARNE - DEE - DOF
Pour copie conforme
M. ROFIDAL
Assistante



Philippe HENRY